

La douce fin de l'ère Bongo

GABON La succession du président respecte pour l'instant la voie constitutionnelle.

La vacance du pouvoir au Gabon a pris fin, hier soir, avec la désignation comme chef de l'État par intérim de la présidente du Sénat, Rose Francine Rogombé, après le décès d'Omar Bongo.

Les fonctions de président de la République sont provisoirement exercées par le président du Sénat. C'est par ces mots que Marie-Madeleine Mborantsuo, la présidente de la Cour constitutionnelle, a mis fin hier à la vacance du pouvoir au Gabon, suite au décès d'Omar Bongo. Rose Francine Rogombé, 66 ans, doit prêter serment aujourd'hui. La dépouille mortelle du doyen des chefs d'État africains en exercice, décédé à l'âge de 73 ans, sera rapatriée demain, selon un officiel gabonais en Espagne où la délégation prépare un hommage avant les obsèques officielles dans son pays, qui devraient débuter vendredi pour quatre jours.

Auparavant, à Libreville, le Conseil des ministres avait voté la saisine de la Cour constitutionnelle «pour constater la vacance du pouvoir». «L'important, c'est de respecter les institutions et la mémoire du président», a déclaré la ministre de la Communication, Laure Olga Gondjout, à l'issue de la réunion de ce conseil dont sont sorties plusieurs femmes ministres en pleurs.

Rogombé, 66 ans, a désormais pour mission de conduire le pays jusqu'à l'organisation d'un scrutin présidentiel, dans les 45 jours au plus tard. Juriste de formation et membre du Parti démocratique gabonais (PDG, fondé par Bongo), plusieurs fois secrétaire d'État dans des gouvernements de Léon Mebiame (1975-1990), elle avait été élue en février à la tête du Sénat pour six ans, devenant la première femme à diriger une institution parlementaire au Gabon.

➤ «On suit la Constitution à marche forcée»

«Nous suivons strictement la voie constitutionnelle», a affirmé le ministre de l'Intérieur, André Mba Obame. «Contrairement à toutes les supputations, à tous les projets machiavéliques qu'on prêtait aux uns et aux autres, et notamment au ministre de la Défense», Ali Ben Bongo, un des fils du président défunt, souvent présenté comme successeur possible de son père. «On suit la Constitution à marche forcée», a toutefois commenté une source proche de la présidence, «parce que le clan Bongo



À Libreville, la situation était plutôt calme, hier, même si les points stratégiques étaient surveillés.

n'avait pas eu le temps de préparer autre chose. Organiser des élections démocratiques en 45 jours est impossible. Si on regroupait toutes les listes électorales locales, on aurait deux millions d'électeurs...», pour une population totale d'environ 1,5 million.

Rogombé tentera-t-elle malgré tout de tenir le délai? «C'est probable qu'il y ait un accord pour qu'on étende le délai d'organisa-

tion de l'élection présidentielle. Tout le monde est d'accord: le gouvernement, le clan Bongo, comme l'opposition», répond cette source. Un ancien éditorialiste du quotidien national *L'Union* soutient aussi qu'il y aura une élection, car c'est le seul moyen de préserver ses biens pour le clan Bongo. Mais quoi qu'il se passe, elle sera forcément contestée.

La situation était très calme à Li-

breville. La fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes, décidée lundi, a pris fin hier. Mais des forces de l'ordre étaient présentes aux points névralgiques. Des militaires avaient pris place à la télévision nationale. Deux camions de gendarmes étaient postés sur le boulevard Triomphal Omar-Bongo-ONDIMBA où se trouvent l'Assemblée nationale, le Sénat, de nombreux ministères et ambassades.

PAKISTAN

Horreur à l'hôtel

Au moins onze personnes ont été tuées et 46 blessées, hier, dans un nouvel attentat au Pakistan. La bombe visait cette fois un grand hôtel de Peshawar, dans le nord-ouest, non loin des zones où l'armée combat les talibans liés à Al-Qaïda.

ISRAËL

Mitchell maintient la pression

L'émissaire américain au Proche-Orient, George Mitchell, s'est prononcé, hier, à Jérusalem, pour une reprise et une conclusion rapides des négociations de paix entre Israël et les Palestiniens. Mitchell devait rencontrer dans l'après-midi Benjamin Netanyahu et le chef de la diplomatie, Avigdor Lieberman.

ÉTATS-UNIS

Guantanamo : premier test

Le premier détenu de Guantanamo à avoir jamais été transféré aux États-Unis devait comparaître la nuit dernière (heure luxembourgeoise) devant un juge fédéral de New York. C'est un test dans le cadre des efforts de l'administration Obama pour fermer la prison.

NIGERIA

Shell paie et s'évite un procès

Shell a accepté de payer 15,5 millions de dollars pour éviter un procès embarrassant intenté par des proches de l'activiste nigérian Ken Saro-Wiwa, pendu en 1995. Ils accusent le groupe pétrolier de collusion avec la dictature nigériane d'alors pour protéger ses intérêts.

MADAGASCAR

L'ONU aux aguets

Les Nations unies ont lancé hier une mise en garde contre une intervention armée pour régler la crise politique à Madagascar. Cette éventualité a été évoquée, la veille, par le marché commun de l'Afrique australe et orientale (Comesa).

PAROLES DU SUD

L'élevage plutôt que le braconnage

Chaque mois, SOS Faim Luxembourg relaie le travail de ses partenaires africains œuvrant dans les domaines de la microfinance et de la sécurité alimentaire.

De retour d'une mission presse au Kivu, la responsable de l'information chez SOS Faim Luxembourg est allée à la rencontre de l'ensemble des partenaires soutenus par l'ONG dans l'est de la République démocratique du Congo.

Aux confins de la RDC, du Rwanda et du Burundi, les hauts plateaux verdoyants de l'Afrique des Grands Lacs sont le royaume du gorille. Plusieurs parcs nationaux y ont été créés pour assurer sa sauvegarde. Aujourd'hui, pourtant, la Première grande guerre africaine (1998-2003), qui a ravagé l'est de la RDC à la suite du génocide rwandais, a détruit les équilibres locaux. Tandis que des milices rebelles se sont retranchées dans les parcs nationaux, les rangers qui

les surveillaient ont pris la fuite. Dans le parc national de Virunga, désormais contrôlé par des groupes rebelles du FDLR, les populations villageoises pratiquent traditionnellement l'agriculture et le petit élevage. Victimes de pillages, de nombreuses familles ont dû fuir ou trouver d'autres moyens de subsistances: des hommes sont devenus braconniers, bucherons ou extracteurs de coltan. Comment les en blâmer? Selon Rémy Mitima, cofondateur et directeur du Paidek (Programme d'appui aux initiatives de développement du Kivu), une institution de microfinance, s'ils agissent ainsi, c'est que «ces gens ont envie de voir leurs enfants grandir et devenir des hommes comme tant d'autres».

Le Paidek a pris l'initiative d'intro-

duire le microcrédit dans des villages isolés en bordure du parc national de Virunga, afin d'inciter à la reprise d'activités génératrices de revenus. L'achat de deux chèvres ou d'un porc permet, au prix d'une dette remboursée par la naissance d'un ou deux petits, de reconstituer un cheptel qui restaure la confiance de la famille et fixe les hommes aux villages, du moins dans les zones délivrées du voisinage immédiat des rebelles.

Sur un territoire cent fois plus grand que le Luxembourg, on ne trouve nul guichet bancaire, seulement quelques rares coopératives d'épargne et de crédit basées dans les centres urbains. Dans ce contexte, et à la faveur de la crise financière et de la dévaluation, les

usuriers ont la vie belle, affichant des taux de 50 à 100 % par mois. D'où le rôle fondamental joué par les neuf agences du Paidek pour financer le développement de petites activités de commerce ou d'élevage, celles-là même qui assurent la subsistance d'une société dépourvue d'infrastructures industrielles comme d'institutions économiques et sociales. Mieux, le Paidek est à l'origine d'ONG locales qui ont pu développer des projets en empruntant auprès de ses agences, comme TGD (voir *Le Quotidien du 13 mai*).

Synergie, voilà le maître mot d'un patriarce charismatique, véritable leader qui a pourtant choisi de rester à l'écart des mandats électifs pour agir et être utile à ses concitoyens sans devenir l'otage des tractations

politiques ou de la corruption qui gangrène l'Assemblée nationale de Kinshasa, par exemple. Ce qui n'empêche nullement Rémy Mitima d'avoir de l'ambition: «À présent que la paix se dessine, nous ne pouvons plus laisser les gens voter avec des crédits de survie. Nous devons amener les gens à prendre des crédits d'auto prise en charge qui participeront au développement du tissu économique régional.»

Marine Lefebvre (SOS Faim)

Des entretiens vidéo avec Rémy Mitima et avec les bénéficiaires du Paidek sont à voir sur www.sosfaim.org (http://www.sosfaim.org/pa- ges_lu/-Videos,42-)

